

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières-mines et après-mines
Zac de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS FRANCOIS INDUSTRIE

109 avenue de Rodez
BP 7
12450 La Primaube

Références : 12-CARMIN-2025-42

Code AIOT : 0006800187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement SAS FRANCOIS INDUSTRIE implanté La Cordenade, La Cau et La Cabro RN 140 12330 Salles-la-Source. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FRANCOIS INDUSTRIE

- La Cordenade, La Cau et La Cabro RN 140 12330 Salles-la-Source
- Code AIOT : 0006800187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise aux lieu dit "la Cordenade, La Cau et La Cabro" sur le territoire de la commune de Salle-La-Source, est autorisée par arrêté préfectoral en date du 19 septembre 2013 pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 400 000 T.

La carrière est actuellement dans sa troisième phase d'exploitation, elle était en activité au jour de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 17-3	Sans objet
2	RNTDS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43-II	Sans objet
3	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 25.1	Sans objet
4	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 25.4.3 - IV et V	Sans objet
5	Mesures écologiques et aménagements paysagers	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 14-1	Sans objet
6	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 22	Sans objet
7	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 26-IV	Sans objet
8	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a mis en évidence aucune non-conformité.

Elle a porté sur plusieurs thématiques, notamment :

- la conduite de l'exploitation et la vérification de la conformité du plan de carrière ;
- la prévention des pollutions (eau et poussières), avec des résultats d'analyses conformes aux seuils réglementaires;
- la mise en œuvre d'une mesure de compensation écologique, matérialisée par la création d'une mare.

Une observation formulée lors de la visite du 29 février 2024, relative au téléversement du registre d'accueil des déchets inertes dans le RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments), a fait l'objet d'une action corrective.

Le site est propre, entretenu et clôturé. L'accès est sécurisé par un portail et une barrière.

Les dispositifs de signalisation (sécurité, information et circulation) sont présents et lisibles.

Des merlons végétalisés, sur une longueur d'environ 200 mètres, bordent le chemin rural situé au nord du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 17-3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...] L'exploitant poursuit sur la carrière l'accueil de matériaux inertes, provenant des usines du groupe, d'entreprises de travaux publics et artisans du bâtiment.[...]
Constats : Les déchets inertes extérieurs admis sur le site font l'objet en amont d'une demande d'acceptation préalable (DAP) comprenant les éléments de traçabilité. Les déchets accueillis, font l'objet à l'entrée d'un premier contrôle visuel par caméra, et d'un second lors du déchargement. Un panneau d'information à l'attention des usagers, faisant rappel de la liste des déchets acceptés sur site, est situé intra-site à l'entrée à la carrière L'exploitant sensibilise les entreprises de travaux publics... à la DAP afin d'éviter les refus à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : RNTDS

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2021, article R.541-43-II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non

<p>inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'observation relevée lors de l'inspection en date du 29/02/2024, relative au téléversement du registre d'accueil des déchets dans le "registre national des déchets" a fait l'objet d'une action corrective.</p> <p>L'exploitant a procédé au téléversement de ses données sur les 18 derniers mois (juin 2024 au 30 octobre 2025) .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Alimentation en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 25.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux issues du réseau d'eau potable communal sont utilisées pour l'abattage des poussières au niveau des installations de brumisation et pour les sanitaires. Les eaux utilisées pour l'arrosage des pistes proviennent du pompage des eaux de pluie récoltées dans le bassin d'orage. Toute modification dans les conditions d'alimentation et d'utilisation de l'eau sur le site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau d'eau potable communal, alimente en eau la base de vie.</p> <p>Les dispositifs d'abattage des poussières sont alimentés soit par le réseau d'eau pour pour la brumisation des installations, soit par pompage du bassin d'orage qui est situé en zone Nord Ouest du site (circuit fermé) pour la brumisation des voies de circulation internes.</p> <p>Il n'y pas eu de modification des conditions d'alimentation et d'utilisation de l'eau sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Piézomètres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 25.4.3 - IV et V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les deux piézomètres présents sur la carrière permettent la réalisation de prélèvements destinés à l'analyse. Ces deux piézomètres font l'objet d'un suivi de l'évolution du niveau des eaux sur une période suffisante pour permettre de définir le sens d'écoulement des eaux sur le site et de confirmer que la cote de fond d'exploitation, fixée à 565m NGF, se situe à tout moment de l'année au dessus de la cote des plus hautes eaux.

V- La qualité des eaux est suivie une fois par an alternativement au niveau du bassin d'orage existant et de chacun des deux piézomètres.

Les valeurs des eaux rejetées sont définies dans l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 18.2.3.

Constats :

Les 2 piézomètres représentatifs du comportement de l'aquifère au niveau de la carrière, font l'objet d'un suivi régulier (annuel) la cote de fond d'exploitation, fixée à 565m NGF est respectée. Le résultat des analyses des prélèvements en date du 10 juin 2025 pour les 2 piézomètres , montrent des valeurs conformes à la prescription.

Valeurs seuils	Valeurs de l'analyse Piézomètre 1	Valeurs de l'analyse Piézomètre 2
PH entre 5,5 et 8,5	7.7	7.3
Température inférieure à 30°C	14.2 °C	11.9 °C
Matières en suspension totale concentration inférieure à 35 mg/l	4.6 mg/l	2 mg/l
Demande chimique en oxygène concentration inférieure à 125 mg/l	11 mg/l	9 mg/l
Hydrocarbures concentration inférieure à 10 mg/l	< à 100 µg/l	< à 100 µg/l

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures écologiques et aménagements paysagers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 14-1

Thème(s) : Autre, Création d'une mare

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au cours de la première phase quinquennale d'exploitation, une mare est créée au Sud de l'exploitation, conformément au plan de l'Annexe 3 du présent arrêté, et afin de compenser le remblaiement de la carrière existante. Creusée au printemps ou à l'automne, d'une surface comprise entre 16 et 25m², elle est placée dans un endroit dégagé et ensoleillé et ne dépasse pas une profondeur d'un mètre. Son étanchéité est assurée selon les préconisations de l'étude d'impact. La colonisation naturelle de la végétation aquatique étant assez lente, quelques plantations sont réalisées sur les rives de la mare avec des espèces uniquement indigènes [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>La mare d'une surface comprise entre 20 et 25 m² et d'une profondeur d'environ 1 m, est implantée au Sud de l'exploitation, parallèlement à la RD 840.</p> <p>L'environnement de la mare est végétalisé, celle-ci est entretenue, et un écosystème développé est présent (plantes aquatiques, batraciens et insectes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 22</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes, • les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état, • la position des ouvrages visés aux articles 19 et 20 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation en date du 13 décembre 2024 présenté par l'exploitant, est conforme à la prescription (limite du périmètre, bords de la fouille, courbes de niveau, les pentes des pistes, les zones de remise en état, les bassins d'orage ..).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 26-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de retombées de poussières sont réalisées annuellement, conformément aux dispositions des normes en vigueur [...].</p> <p>Le suivi des retombées des poussières (Norme NF X43-014) est défini dans l'Arrêté Ministériel (AM) du 22 septembre 1994 article 19.7.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan des mesures de retombées de poussières 2024 (27 jours sur 3 points : Nord Est, Nord Ouest et Sud du site) est conforme aux normes en vigueur (valeur seuil 500 mg/m2/jour) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 29/03/2024 au 25/04/2024 : 81,32 mg/m2/jour • du 04/10/2024 au 31/10/2024 : 221,42 mg/m2/jour <p>Les analyses sur les campagnes 2025 sont comparables aux campagnes 2024. Le bilan sera disponible en fin d'année.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A réception, l'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, le bilan des mesures de retombées de poussières pour l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositions particulières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2013, article 11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Archéologie préventive</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque sorte que ce soit (vestige, structure, monnaie...) est signalée immédiatement auprès du Service Régional de l'Archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.</p>
<p>Constats :</p> <p>La DRAC a prescrit par arrêté n°2013/055 du 14 février 2013 la réalisation de 6 diagnostics archéologiques, à effectuer en fonction d'un échéancier calqué sur les 6 tranches de travaux prévues par l'exploitant. Ces diagnostics visent à mettre en évidence et à caractériser dans leur extension, de potentiels vestiges archéologiques, susceptibles d'être menacés par le projet.</p> <p>L'arrêté préfectoral susvisé, rappelle dans son article 11 l'obligation, pour l'exploitant, de saisir le Service régional de l'Archéologie de Midi-Pyrénées en fonction de l'avancement des 6 tranches de travaux prévisionnelles définies.</p> <p>L'exploitant en septembre 2025, a fait réaliser par un prestataire agréé une étude archéologique</p>

<p>sur 6 ha.</p> <p>La rédaction du rapport par le prestataire en charge du diagnostic est en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A réception du rapport, l'exploitant en fera la transmission auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>